|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| a/54/8 | | |
| ORIGINAL : anglais | | |
| DATE : 24 juillet 2014 | | |

**Assemblées des États membres de l’OMPI**

**Cinquante‑quatrième série de réunions**

**Genève, 22 – 30 septembre 2014**

Rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013

*établi par le Secrétariat*

1. Le présent document contient le Rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013 (document WO/PBC/22/6), qui est soumis au Comité du programme et budget (PBC) de l’OMPI à sa vingt‑deuxième session (1er – 5 septembre 2014).
2. Toutes les décisions du PBC concernant ce document figureront dans la “Liste des décisions prises par le Comité du programme et budget à sa vingt‑deuxième session”   
   (1er – 5 septembre 2014) (document A/54/5).

[Le document WO/PBC/22/6 suit]

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| WO/PBC/22/6 | | |
| ORIGINAL : anglais | | |
| DATE : 24 juillet 2014 | | |

**Comité du programme et budget**

**Vingt‑deuxième session**

**Genève, 1er – 5 septembre 2014**

Rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013

*Document établi par le Secrétariat*

1. Le rapport de gestion financière de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour l’exercice biennal 2012‑2013 est transmis au Comité du programme et budget conformément à l’article 6.7 du Règlement financier de l’OMPI et de son règlement d’exécution selon lequel ce rapport doit être communiqué à tous les États intéressés.
2. Il convient de noter que le rapport de gestion financière ne fait pas l’objet d’un audit externe.
3. Le paragraphe de décision ci‑après est proposé.
4. *Le Comité du programme et budget a recommandé aux assemblées des États membres de l’OMPI d’approuver le rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013.*

[Le rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013 suit]

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

**RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE   
POUR L’EXERCICE BIENNAL 2012‑2013**

**PRÉFACE**

Au cours de l’exercice biennal 2012‑2013, on a enregistré une progression de la plupart des flux de recettes par rapport à l’exercice biennal précédent, bien que la reprise de l’économie mondiale soit restée irrégulière et incertaine sur l’ensemble de la planète. En dehors du système de La Haye, les flux de recettes ont dépassé les montants prévus. De plus, l’Organisation a continué à prendre diverses mesures d’économie, allant ainsi au‑delà des exigences formulées lors des assemblées des États membres en octobre 2011 et portant sur une réduction des dépenses de 10,2 millions de francs suisses.

L’Organisation a dégagé pendant l’exercice biennal un excédent budgétaire de 68,9 millions de francs suisses. Les dépenses par rapport aux montants alloués sur les réserves pour plusieurs projets ont totalisé 45,3 millions de francs suisses tandis que les ajustements IPSAS effectués pour aligner les résultats de l’OMPI sur une base budgétaire en fonction des résultats conformément aux normes IPSAS se sont élevés à 11,0 millions de francs suisses. Pour l’Organisation, il en a résulté au total un excédent de 34,6 millions de francs suisses.

Le présent rapport de gestion financière présente les résultats de l’Organisation pour l’exercice 2012‑2013 au moyen d’une comparaison avec le budget et avec les résultats par rapport au budget pour l’exercice biennal précédent. Il donne également les détails des résultats financiers de l’Organisation en 2012‑2013 et de sa situation financière à la fin de 2012 et 2013 conformément aux normes IPSAS.



Francis Gurry

Directeur général

**Rapport de gestion financière**

**2012‑2013**

Le présent rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et présente les résultats financiers de l’OMPI et des unions administrées par l’OMPI[[1]](#footnote-2)\*.

Les premières pages récapitulent les résultats, qui affichent un excédent de recettes de 68,9 millions de francs suisses (pré‑IPSAS), la situation des différentes unions et celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi par le détail de la situation financière de l’Organisation durant l’exercice biennal et de ses actifs et passifs à la fin de 2012 et 2013. Conformément à l’introduction par l’OMPI en 2010 des normes IPSAS, l’Organisation produit désormais pour chaque année de l’exercice biennal une série d’états financiers, qui est soumise à un audit externe. Des copies des états financiers vérifiés avec les rapports du vérificateur externe des comptes sont disponibles sous la forme de documents distincts de l’Organisation.

Les informations financières sont suivies de détails en ce qui concerne les contributions pour l’exercice biennal 2012‑2013. La répartition de 333 millions de francs suisses entre les États membres durant l’exercice biennal au titre des Arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre distinct.

Par souci de transparence, les fonds fiduciaires ouverts par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante des comptes de l’OMPI, et sont présentés dans un chapitre distinct.



Francis Gurry

Directeur général

**TABLE DES MATIÈRES**

[PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES 6](#_Toc395513218)

[RÉSUMÉ DES RÉSULTATS PAR UNION 7](#_Toc395513219)

[Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2013 7](#_Toc395513220)

[Tableau 1.2 Recettes et dépenses par union – exercice biennal 2012‑2013 (sur une base budgétaire) 7](#_Toc395513221)

[Tableau 1.3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2013 8](#_Toc395513222)

[Tableau 1.4 Principaux projets de construction à la fin de 2013 8](#_Toc395513223)

[BUDGET 9](#_Toc395513224)

[Tableau 2 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2012‑2013 11](#_Toc395513225)

[Tableau 3 Nombre de postes par programme – exercice biennal 2012‑2013 12](#_Toc395513226)

[DÉPENSES 13](#_Toc395513227)

[Tableau 4 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2012‑2013 13](#_Toc395513228)

[Tableau 5 Dépenses par objet de dépense – exercice biennal 2012‑2013 14](#_Toc395513229)

[Ressources en personnel 14](#_Toc395513230)

[Évolution annuelle des dépenses de personnel 15](#_Toc395513231)

[Voyages et bourses 16](#_Toc395513232)

[Évolution des dépenses de voyages et de bourses par année 16](#_Toc395513233)

[Services contractuels 17](#_Toc395513234)

[Évolution des dépenses pour services contractuels par année 17](#_Toc395513235)

[Dépenses de fonctionnement 18](#_Toc395513236)

[Évolution des dépenses de fonctionnement par année 18](#_Toc395513237)

[Matériel et fournitures 19](#_Toc395513238)

[Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année 19](#_Toc395513239)

[RECETTES 20](#_Toc395513240)

[Tableau 6 Recettes pour l’exercice biennal 2012‑2013 20](#_Toc395513241)

[PLACEMENTS 2012‑2013 22](#_Toc395513242)

[Risques financiers 22](#_Toc395513243)

[Tableau 7 Placements en 2012 et 2013 23](#_Toc395513244)

[ÉTATS FINANCIERS 24](#_Toc395513245)

[État de la situation financière 27](#_Toc395513246)

[État de la performance financière 28](#_Toc395513247)

[État des variations des actifs nets 29](#_Toc395513248)

[État des flux de trésorerie 30](#_Toc395513249)

[État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes 31](#_Toc395513250)

[État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses 32](#_Toc395513251)

[Analyse de l’état de la situation financière 33](#_Toc395513252)

[Analyse de l’état de la performance financière 41](#_Toc395513253)

[État de la position financière par source de financement 46](#_Toc395513254)

[État de la performance financière par source de financement 47](#_Toc395513255)

[CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT 48](#_Toc395513256)

[Tableau 8 et tableau 8*bis* Contributions selon le système de contribution unique 48](#_Toc395513257)

[Tableau 9 Contributions à recouvrer au 31 décembre 2013 et arriérés des contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé) 51](#_Toc395513258)

[Tableau 10 Contributions reçues d’avance 57](#_Toc395513259)

[Tableau 11 Fonds de roulement au 31 décembre 2013 58](#_Toc395513260)

[RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE 65](#_Toc395513261)

[Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2012 65](#_Toc395513262)

[Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2012 67](#_Toc395513263)

[Union de Madrid – Total des émoluments – 2012 69](#_Toc395513264)

[Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2013 70](#_Toc395513265)

[Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2013 72](#_Toc395513266)

[Union de Madrid – Total des émoluments – 2013 74](#_Toc395513267)

[Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2012 75](#_Toc395513268)

[Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2013 76](#_Toc395513269)

[Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2013 77](#_Toc395513270)

[Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid et au Protocole 78](#_Toc395513271)

[Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2012 79](#_Toc395513272)

[Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2013 80](#_Toc395513273)

[Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2012 81](#_Toc395513274)

[Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2013 82](#_Toc395513275)

[Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2012‑2013 83](#_Toc395513276)

[FONDS FIDUCIAIRES 84](#_Toc395513277)

# PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES

(en millions de francs suisses)



# RÉSUMÉ DES RÉSULTATS PAR UNION

Le tableau 1 ci‑dessous présente un résumé global de la situation financière en 2012‑2013 par union. Il présente également les fonds de réserve et de roulement à la fin de 2013, représentant un montant de 208,8 millions de francs suisses.

## Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2013

*(en milliers de francs suisses)*



On trouvera au tableau 1.2 ci‑dessous une comparaison entre les recettes et dépenses prévues et réelles sur une base budgétaire par union et par type de dépenses directes/indirectes. La ventilation en dépenses directes et indirectes est conforme à la méthodologie adoptée par les assemblées de l’OMPI dans le cadre de l’approbation du programme et budget pour l’exercice biennal 2012‑2013 (Annexe III du programme et budget pour 2012‑2013).

## Tableau 1.2 Recettes et dépenses par union – exercice biennal 2012‑2013 (sur une base budgétaire)

*(en milliers de francs suisses)*



Le tableau 1.3 ci‑dessous récapitule les projets spéciaux financés sur les réserves qui étaient en cours d’exécution à la fin de 2013. Le solde total restant pour les projets à la fin de 2013 s’élevait à 25 millions de francs suisses. Il est à noter que la création et la présentation dans les états financiers d’une réserve distincte pour les projets spéciaux financés sur les réserves sont consécutives à la recommandation du vérificateur externe des comptes.

## Tableau 1.3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2013

*(en milliers de francs suisses)*



Le tableau 1.4 ci‑dessous présente brièvement les deux projets de construction qui étaient en cours d’exécution à la fin de 2013.

## Tableau 1.4 Principaux projets de construction à la fin de 2013

*(en milliers de francs suisses)*



# BUDGET

**Budget**

Le programme et budget pour l’exercice biennal 2012‑2013 a été approuvé par la quarante‑neuvième série des assemblées des États membres de l’OMPI en octobre 2011

(document A/49/18). Le budget a été approuvé à hauteur de 647,4 millions de francs suisses sous réserve des “efforts du Secrétariat pour réduire les dépenses au moyen de mesures de maîtrise des coûts de l’ordre de 10,2 millions de francs suisses, ramenant le budget de 647,4 millions de francs suisses à 637,2 millions de francs suisses, et portant notamment sur les politiques en matière de voyage de fonctionnaires et de tiers, la gestion des locaux, les politiques en matière de rémunération des contrats de louage de services et de paiement des honoraires d’experts et de conférenciers, les programmes de stage, les réceptions et la location de locaux et de matériel durant les conférences, ainsi qu’au moyen d’une réduction des dépenses de personnel grâce à des mesures de restructuration. Ces mesures de maîtrise des coûts seront sans incidence sur l’exécution, les résultats et les objectifs du programme énoncés dans la proposition de programme et budget. Le Secrétariat rendra compte aux États membres de la mise en œuvre des mesures d’efficacité dans les rapports annuels sur l’exécution du programme”. Le budget final après virements s’est élevé à 648,4 millions de francs suisses, ce qui tient à la création de cinq postes “flexibles” au titre du programme 5 (système PCT) du fait que le niveau des activités d’enregistrement PCT a été supérieur à celui qui était prévu au budget, ce qui s’est traduit par une allocation additionnelle de ressources en personnel pour un montant de 981 000 francs suisses pour l’exercice biennal.

**Transferts**

Le tableau 2 au verso présente les virements de ressources financières effectués entre les programmes durant l’exercice biennal 2012‑2013. Ces virements ont été effectués conformément à la règle 5.5 du Règlement financier et du règlement d’exécution de l’OMPI, où il est dit que : “le Directeur général peut procéder à des virements d’un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d’un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services”.

Les principaux virements effectués d’un programme à un autre durant l’exercice biennal 2012‑2013 ont été les suivants :

* Transfert de ressources au programme 3 (droit d’auteur et droits connexes) en vue de la tenue de conférences diplomatiques sur le Traité de Beijing pour la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles (Traité de Beijing) et le traité de Marrakech visant à faciliter l’accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d’autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées (Traité de Marrakech). La Conférence diplomatique sur le Traité de Beijing s’est tenue à Beijing (Chine) du 20 au 26 juin 2012 et celle portant sur le Traité de Marrakech a eu lieu à Marrakech (Maroc) du 17 au 28 juin 2013. Les virements en faveur du programme 3 provenaient du programme 2 (marques, dessins industriels et indications géographiques) et du programme 4 (savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques) du fait du report d’éventuelles conférences diplomatiques sur l’adoption d’un Traité international relatif au droit des dessins industriels (programme 2) et des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles (programme 4).
* L’allocation de ressources pour le projet du Plan d’action sur le renforcement et le développement du secteur audiovisuel au Burkina Faso et dans certains pays africains (programme 3), approuvée par la neuvième session du CDIP, ainsi que de ressources additionnelles pour deux projets existants : le projet du Plan d’action sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie : Problèmes communs‑Recherche de solutions (programme 30); et sur la propriété intellectuelle et la fuite des cerveaux (programme 16).
* Les allocations hors personnel pour le budget 2012‑2013 après virements reflètent les révisions en baisse faites pour assurer un meilleur rapport coût‑efficacité entre la plupart des programmes, conformément à l’engagement pris par l’Organisation de réduire les dépenses de 10,2 millions de francs suisses durant l’exercice biennal 2012‑2013. Les efforts de maîtrise des coûts qui ont été déployés ont permis de réaliser des économies dans des domaines comme les missions du personnel et les voyages de tiers, l’organisation de réunions et d’événements, l’achat de biens et services, les télécommunications, les services TIC, l’expédition du courrier, les services de traduction et la gestion des locaux.
* Transferts de ressources additionnelles pour rétablir les provisions pour les prestations au personnel après la cessation de service, dont le montant inscrit au budget était inférieur à celui des exercices biennaux précédents. Ces transferts, qui concernaient les ressources en personnel, ont touché tous les programmes, à l’exception du programme 29, qui n’avait pas de postes prévus au budget.
* Transferts de ressources additionnelles pour les services de traduction dans le cadre du système de PCT et les services de conférence et les services linguistiques, compte tenu de l’accroissement de la charge de travail, correspondant aux programmes 5 (système PCT) et 27 (services de conférence et services linguistiques), et du nombre accru de demandes et de la mise en œuvre de la politique linguistique de l’OMPI, respectivement.

On trouvera de plus amples détails sur les transferts de ressources par programme dans le Rapport sur l’exécution du programme pour l’exercice biennal 2012‑2013.

## Tableau 2 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2012‑2013

*(en milliers de francs suisses)*



## Tableau 3 Nombre de postes par programme – exercice biennal 2012‑2013



# DÉPENSES

Les dépenses budgétaires globales pour l’exercice biennal 2012‑2013 se sont élevées à 611,8 millions de francs suisses. Cela représente un taux d’utilisation de 94,5% du budget approuvé de 647,4 millions de francs suisses.

L’Organisation a accéléré encore davantage la prise de diverses mesures d’économie conformes aux directives des États membres suite à l’approbation du programme et budget biennal. Les rapports détaillés suivants sur l’état d’avancement des mesures de maîtrise des coûts ont été fournis aux États membres : Bilan de la situation financière pour 2012; Rapport sur la mise en œuvre des mesures de maîtrise des coûts, septembre 2012 (document WO/PBC/19/9) et Rapport sur la mise en œuvre des mesures de maîtrise des coûts, septembre 2013 (document WO/PBC/21/19). Le rapport final sur les mesures de maîtrise des coûts prises durant l’exercice biennal 2012‑2013 figure dans le Rapport sur l’exécution du programme pour 2012‑2013.

Le tableau 4 offre une vue d’ensemble du budget approuvé pour 2012‑2013, du budget après virements ainsi que des dépenses et du taux d’utilisation du budget par programme. On trouvera dans le Rapport sur l’exécution du programme pour l’exercice biennal 2012‑2013 des explications détaillées sur l’utilisation des ressources par programme et sur l’obtention des résultats escomptés.

On trouvera au tableau 5 une comparaison du budget approuvé pour 2012‑2013, du budget après virements et des dépenses réelles par catégorie de coûts.

## Tableau 4 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2012‑2013

*(en milliers de francs suisses)*



## Tableau 5 Dépenses par objet de dépense – exercice biennal 2012‑2013

*(en milliers de francs suisses)*



## Ressources en personnel

Au total, les frais de personnel pour l’exercice biennal 2012‑2013 se sont élevés à 413,4 millions de francs suisses conformément à la fois au budget approuvé de 2012‑2013 et au budget après virements. Les dépenses de personnel de 2012‑2013 ont représenté 17 millions de francs suisses de plus que celles de l’exercice biennal 2010‑2011, d’un montant de 396,4 millions de francs suisses. Cette augmentation a été due principalement à l’impact des augmentations réglementaires, des avancements d’échelon, de la réforme des contrats, de la titularisation de personnel temporaire en poste depuis longtemps et des reclassements.

À sa quarante‑deuxième session de septembre‑octobre 2011, le Comité de coordination a approuvé les modifications proposées du Règlement du personnel avec effet à compter de janvier 2012. C’est ainsi que deux nouveaux types d’engagement ont été introduits, à savoir les engagements temporaire et continu, conformément au cadre contractuel recommandé par la Commission de la fonction publique international (CFPI). Comme indiqué dans le document WO/CC/65/1, “les modifications proposées ont pour but de permettre en premier lieu à l’OMPI d’améliorer son cadre contractuel et ses procédures de recrutement”. Parmi les avantages prévus figurent la transparence en ce qui concerne les catégories de contrat, de meilleures prestations pour les agents temporaires, un recrutement plus efficace et une amélioration des conditions d’emploi des agents temporaires de longue durée. À la fin de l’exercice biennal, le processus de réforme des contrats était pratiquement terminé.

Le Budget approuvé 2012‑2013 prévoyait des crédits destinés à titulariser jusqu’à 60 agents temporaires exerçant depuis longtemps des fonctions ininterrompues. À la fin de l’exercice biennal, ces 60 postes avaient été pourvus ou bien les concours correspondants étaient pratiquement achevés.

De plus, le budget approuvé pour 2012‑2013 contenait des provisions pour les prestations au personnel après la cessation de service, notamment l’assurance maladie après la cessation de service, d’un montant représentant 2% des coûts des postes au lieu de 6% pour les exercices biennaux précédents. Il s’agissait ainsi de “maintenir les coûts totaux des postes à un niveau susceptible d’être couvert par l’enveloppe des recettes prévues de l’Organisation”. Dans le document de programme et budget pour 2012‑2013, il était également dit que “le Directeur général tient à faire savoir que le relèvement des prévisions de recettes servirait avant tout à rétablir cette provision au moment approprié”. En conséquence, les dépenses réelles de personnel pour 2012‑2013 comprennent la provision de 18,9 millions de francs suisses prévue pour les prestations au personnel après leur cessation de service.

Le tableau ci‑dessous indique l’évolution des ressources en personnel par année. La hausse de 2013 est due à l’imputation exceptionnelle, en décembre 2013, du montant de 12,5 millions de francs suisses pour le rétablissement de la provision pour les prestations au personnel après la cessation de service, comme il est expliqué plus haut. Ce montant de12,5 millions de francs suisses fait partie de la provision totale de 18.9 millions de francs suisses pour les prestations au personnel après la cessation de service imputée sur le budget ordinaire dont il est question plus haut.

### Évolution annuelle des dépenses de personnel

*(en millions de francs suisses)*



## Voyages et bourses

Les dépenses totales pour les voyages et bourses se sont élevées à 30,9 millions de francs suisses pour l’exercice biennal, soit une diminution de 8.6 millions de francs suisses (21,7%) par rapport au budget après virements.

### Évolution des dépenses de voyages et de bourses par année

*(en millions de francs suisses)*





L’augmentation des dépenses pour les voyages de tiers en 2013 par rapport à 2012 a été due principalement à la tenue d’assemblées extraordinaires des États membres en décembre 2013, ainsi qu’à l’augmentation générale des activités au cours de la seconde année de l’exercice biennal. Pour l’ensemble de l’exercice biennal, on enregistre par rapport à 2010‑2011 une diminution due pour une large part aux mesures d’économie prises durant l’exercice biennal.

L’augmentation du budget 2012‑2013 après virements au titre des bourses tient au processus de réforme des contrats engagé en janvier 2013. Plus précisément, au Centre d’arbitrage et de médiation, des gestionnaires de cas ont été employés dans le cadre de contrats de durée déterminée (CDD). Pour comptabiliser l’opération par laquelle l’Organisation fournit les services de jeunes professionnels ayant une expérience de la gestion de cas afin de renforcer leurs connaissances et leur compétence professionnelle dans les domaines relevant du Centre d’arbitrage et de médiation, un programme de bourses de l’OMPI a été créé en 2013. En conséquence, les crédits budgétaires relevant précédemment de la catégorie du personnel temporaire ont été transférés à celle des bourses. De plus, les dépenses liées aux bourses d’étude au titre du programme 11 (Académie de l’OMPI) ont augmenté en 2012‑2013. Cela a été dû à l’augmentation du nombre de programmes de formation, notamment de programmes de maîtrise conjoints, offerts aux États membres.

## Services contractuels

Les dépenses liées aux services contractuels se sont élevées à 111,1 millions de francs suisses durant l’exercice biennal 2012‑2013, soit une diminution de 15,5 millions de francs suisses (12,2%) par rapport au budget 2012‑2013 après virements.

### Évolution des dépenses pour services contractuels par année

*(en millions de francs suisses)*





L’augmentation du budget 2012‑2013 après virements au titre des contrats de louage de services et des services commerciaux a été due principalement à des provisions supplémentaires pour i) la sous‑traitance de travaux de traduction au titre du programme 5 (système PCT), ii) l’achèvement de l’initiative SRP au titre du programme 21 (direction générale) et iii) la sous‑traitance de volumes accrus de travaux de traduction en raison de la mise en œuvre de la politique linguistique de l’OMPI au titre du programme 27 (services des conférences et services linguistiques).

L’accroissement des dépenses au titre des contrats de louage de services et des services commerciaux en 2013 par rapport à 2012 a été dû principalement à l’augmentation du volume des travaux de traduction dans le cadre du programme 5 (système PCT) et à la sous‑traitance accrue au profit du Centre international de calcul des Nations Unies (CIC) des services d’infrastructure (réseaux et serveurs) dans le cadre du programme 25 (TIC).

## Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 50 millions de francs suisses, soit une diminution de 5,5 millions de francs suisses (ou 10%) par rapport au budget 2012‑2013 après virements.

### Évolution des dépenses de fonctionnement par année

*(en millions de francs suisses)*





La forte augmentation des dépenses au titre des frais administratifs et des commissions bancaires par rapport au budget après virements a été due au fait que les paiements d’intérêts pour le nouveau projet de construction ont été inscrits au budget sur la ligne des locaux et de l’entretien, alors qu’ils ont été imputés en réalité imputes sur les frais administratifs et bancaires.

La diminution des dépenses au titre des locaux et de l’entretien en 2012‑2013 par rapport aux exercices biennaux antérieurs a été due principalement à l’annulation de la location de locaux à usage de bureau en dehors du campus de l’OMPI suite à l’achèvement du nouveau bâtiment. Cette réduction a été en partie compensée par le niveau une légère augmentation des frais et des coûts d’entretien liés à l’exploitation du nouveau bâtiment.

## Matériel et fournitures

Les dépenses relatives au matériel et aux fournitures se sont élevées à 6,5 millions de francs suisses en 2012‑2013, soit 3,5 millions de francs suisses (ou 35%) de moins que le budget biennal après virements. Cette réduction est intégralement imputable à la sous‑catégorie mobilier et matériel.

### Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année

*(en millions de francs suisses)*





L’augmentation des dépenses au titre du matériel et des fournitures par rapport au budget de 2012‑2013 après virements a été due principalement à l’achat de logiciel au titre du programme 25 (TIC). Une partie de l’augmentation par rapport à l’exercice biennal précédent a également été liée au coût accru de l’entretien du logiciel, des fournitures en papier et des ressources des bibliothèques.

La baisse des dépenses 2012‑2013 par rapport à l’exercice biennal précédent au titre du mobilier et du matériel a été due principalement à la réduction des achats de matériel informatique et plus particulièrement de serveurs. En 2012‑2013, les services de serveurs ont été de plus en plus sous‑traités au CIC.

# RECETTES

## Tableau 6 Recettes pour l’exercice biennal 2012‑2013

*(en millions de francs suisses)*



Les recettes effectives sur une base budgétaire se sont élevées à 680,7 millions de francs suisses, soit 33,3 millions de francs suisses (ou 5,1%) de plus que les estimations budgétaires.

Les recettes tirées des contributions se sont élevées à 35,1 millions de francs suisses, soit un montant supérieur à l’objectif biennal, ce qui est dû principalement à la modification de la classe de contribution de la République de Corée, passée de V à IV*bis*.

Les recettes provenant des taxes du système PCT se sont élevées à 514,9 millions de francs suisses, soit une augmentation de 34,3 millions de francs suisses (ou 7,1%) de plus que l’objectif de 480,6 millions de francs suisses inscrit au budget. Le nombre de demandes internationales selon le PCT déposées durant l’exercice biennal 2012‑2013 a atteint 400 612, soit 32 612 demandes (ou 9%) de plus que les 368 000 demandes prévues au budget de l’exercice biennal.

Les recettes provenant des taxes du système de Madrid ont représenté 108 millions de francs suisses, soit une progression de 3,6 millions de francs suisses et de plus de 3,4% par rapport à l’objectif budgétaire de 104,4 millions de francs suisses. Le nombre d’enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de Madrid s’est élevé à 131 241 durant l’exercice biennal, soit 2341 (ou 1,8%) de plus que l’objectif de 128 900 inscrit au budget. Les recettes provenant des taxes du système de La Haye ont atteint 6,3 millions de francs suisses, soit 4,9 millions (ou 43,6%) de moins que l’objectif de 11,2 millions de francs suisses inscrit au budget. Cette baisse a été due à une diminution de 37,3% du nombre d’enregistrements et de renouvellement dans le cadre du système de La Haye (6647) par rapport à l’objectif de 17 800 enregistrements et renouvellements inscrit au budget.

Les recettes tirées de l’arbitrage se sont élevées à 3.3 millions de francs suisses, soit 19% de plus que l’objectif de 2,7 millions de francs suisses prévu au budget. Cette augmentation a été due principalement aux recettes liées à deux procédures de règlement des litiges portant sur les noms de domaine, à savoir la procédure uniforme de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine (UDRP) et la procédure d’atteinte à un droit, qui ne faisaient pas partie des prévisions de recettes initiales.

Le montant des recettes provenant des publications a représenté un total d’un million de francs suisses, conformément à l’objectif budgétaire.

Le produit des intérêts a atteint 3,4 millions de francs suisses, soit 57,8% de moins que les prévisions budgétaires de 2012‑2013, ce qui a été dû principalement à la réduction des taux d’intérêt versés sur les dépôts de l’OMPI à la Banque nationale suisse.

Le montant des recettes diverses s’est élevé à 8,7 millions de francs suisses, soit une progression de plus de 90% et un chiffre supérieur aux 4,1 millions de francs suisses prévus au budget. Ce chiffre prend en compte les ajustements comptables pour les années précédentes, les ajustements de change, les recettes provenant des locations, les frais administratifs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), etc. L’augmentation par rapport à l’objectif prévu au budget a été due principalement aux notes de crédit liées aux services du CIC.

# PLACEMENTS 2012‑2013

Tous les placements de l’OMPI sont effectués conformément à la politique de l’OMPI en matière de placements que les États membres ont approuvée à la quarante‑neuvième session des assemblées (document A/49/14) en 2011.

Les placements sont donc effectués comme suit :

a) Tous les placements en francs suisses au nom de l’OMPI sont effectués auprès de la Banque nationale suisse (BNS) pour autant que le taux proposé soit supérieur à celui disponible auprès de banques commerciales possédant une notation satisfaisante;

b) Les placements autres que ceux effectués auprès de la Banque nationale suisse se limitent aux fonds du marché monétaire et aux dépôts à terme auprès de banques notées AA‑/Aa3 (Standard and Poor’s / Moody’s) ou plus et aux obligations d’entreprises ou d’État de première classe notées AA‑/Aa3 ou plus;

c) Les fonds détenus en fiducie (comptes spéciaux) sont placés sous la forme de fonds du marché monétaire et de dépôts à terme auprès de banques possédant une notation satisfaisante.

Le tableau 7 présente en détail les placements effectués pendant l’exercice biennal. Il sied de noter que, conformément à sa politique en matière de placements, l’Organisation ne peut pas pour le moment effectuer des dépôts auprès de ses deux principales banques (UBS et Crédit Suisse) dont la notation à long terme est en effet inférieure au niveau minimum stipulé dans la politique.

Risques financiers

L’OMPI a élaboré des politiques de gestion des risques conformément à son règlement financier et son règlement d’exécution. Elle est exposée à certains risques financiers, y compris en matière de crédit, d’intérêt, de liquidité et de change. Le principal objectif de la politique de l’OMPI en matière de placements est de réduire les risques au minimum en conservant les liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de trésorerie. Dans le cadre de cet objectif général, les principaux objectifs de gestion en matière de placements de l’Organisation sont par ordre d’importance les suivants :

1) préservation du capital;

2) conservation de liquidités;

3) taux de rendement.

*Risque de crédit*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de banques présentant un risque souverain ou ayant reçu la note AA‑/Aa3 ou une note supérieure. Les comptes débiteurs proviennent presque exclusivement de ses États membres représentant des gouvernements souverains, c’est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

*Risque de taux d’intérêt*

L’Organisation est peu exposée au risque de baisse des taux d’intérêt car seul 3% de son budget de fonctionnement est financé à partir des recettes des investissements. L’Organisation n’a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d’intérêt.

*Risque de liquidité*

L’Organisation n’est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations. La politique d’investissement de l’Organisation a été élaborée de manière à garantir des placements principalement sous la forme de dépôts à court terme.

*Risque de change*

L’Organisation est exposée à un risque de change lié à l’évolution des cours de change. Les placements à court, moyen et long terme sont, dans la mesure du possible, gérés par mise en adéquation des devises détenues, des prévisions d’entrées de trésorerie et des prévisions de sorties de fonds par monnaie et par période. L’Organisation n’a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

## Tableau 7 Placements en 2012 et 2013



# ÉTATS FINANCIERS

Pour chacune des deux années de l’exercice biennal 2012‑2013, les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

**Le passage aux normes IPSAS**

Le 30 novembre 2005, le Comité de haut niveau sur la gestion a recommandé que toutes les organisations du système des Nations Unies adoptent les normes IPSAS comme leurs normes comptables au plus tard en 2010. Cette recommandation était le résultat de la nécessité clairement identifiée au sein du système des Nations Unies d’adopter des normes de comptabilité améliorées, indépendantes et universellement admises en vue d’accroître la qualité et la crédibilité des rapports financiers. Les normes IPSAS sont élaborées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), qui fait partie de la Fédération internationale des experts comptables (IFAC).

À la quarante‑troisième session des assemblées, tenue du 24 septembre au 3 octobre 2007, les États membres ont approuvé le principe de l’adoption par l’OMPI des normes IPSAS d’ici à 2010. Le projet d’application des normes IPSAS à l’OMPI a fait intervenir d’importants faits nouveaux et modifications en matière d’informatique, la proposition y relative étant approuvée par la quarante‑sixième session des assemblées en décembre 2008. Alors que de nombreuses organisations du système des Nations Unies repoussaient à plus tard la date initiale d’application des normes IPSAS, l’OMPI a pour sa part maintenu la date fixée de 2010. En recevant une opinion d’audit sans réserves pour ses états financiers de 2010, l’OMPI est devenue une des neuf organisations du système des Nations Unies seulement à adopter les normes IPSAS à la date prévue initialement du 1er janvier 2010.

**Les impacts comptables des normes IPSAS**

L’application des normes IPSAS requiert l’introduction de la comptabilité d’exercice dans son intégralité. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu’ils se produisent, ce qui signifie qu’ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l’entrée ou de la sortie de trésorerie ou d’équivalents de trésorerie.

Suivant les normes IPSAS, l’OMPI est tenue de comptabiliser la valeur des futures prestations au personnel (par exemple les congés annuels accumulés, les primes de rapatriement et l’asssurance‑maladie après la cessation de service) auxquelles a droit le personnel de l’OMPI mais dont il n’a pas encore bénéficié. Ces engagements sont comptabilisés de façon à refléter le coût intégral de l’emploi du personnel alors qu’avant l’adoption des normes IPSAS, ces types de prestation n’étaient comptabilisés comme dépenses qu’une fois que celles‑ci étaient effectives.

Les normes IPSAS exigent que les biens (terrains et bâtiments), le matériel et certains actifs incorporels (logiciel, droits de surface) de l’Organisation soient capitalisés dans les états financiers et amortis sur leur vie économique active.

L’application des normes IPSAS influe également sur la façon dont l’Organisation est à même d’enregistrer les recettes liées à ses activités. Dans nombre de cas, l’Organisation perçoit les taxes et les sommes dues pour les services fournis avant leur exécution complète ou avant que les taxes soient encaissées conformément aux traités, arrangements, protocoles et règlements d’exécution qu’elle administre. Dans ces cas‑là, les normes IPSAS exigent que les recettes des taxes perçues soient différées jusqu’à ce qu’elles sont jugées avoir été gagnées conformément aux règlements qui régissent la source des recettes donnée. Cela conduit à la comptabilisation d’importants passifs de recettes différées dans les états financiers de l’OMPI.

L’application des normes IPSAS n’a à l’heure actuelle aucune incidence sur l’élaboration du programme et budget de l’OMPI, qui est toujours présenté sur la base d’une comptabilité d’exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d’une comptabilité d’exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

**Présentation des informations financières en application des normes IPSAS**

Étant donné que les normes IPSAS exigent la préparation d’états financiers annuels, les états financiers de l’OMPI sont préparés individuellement pour chaque année de calendrier de l’exercice biennal. Ces états financiers annuels sont présentés séparément du rapport de gestion financière et, pour voir les informations financières complètes de l’Organisation préparées en application des normes IPSAS, il convient de se référer aux états financiers annuels de l’OMPI.

En application des normes IPSAS, les états financiers comprennent les éléments suivants :

* État I – État de la situation financière
* État II – État de la performance financière
* État III – État des variations des actifs nets
* État IV – État des flux de trésorerie
* État V – État de comparaison entre les crédits alloués et les dépenses réelles
* Notes aux états financiers

Dans le rapport de gestion financière, les états I à V sont présentés pour l’exercice biennal 2012‑2013. Des informations financières sont fournies pour faire comprendre les différences entre le résultat de l’Organisation sur une base budgétaire et celui de l’Organisation en fonction des états financiers établis selon les normes IPSAS. D’autres extraits des états financiers annuels fournissent également de plus amples détails sur les actifs et les passifs de l’Organisation.

**Changement de méthode comptable**

En 2013, la méthode comptable relative à la comptabilisation des recettes tirées des demandes internationales de brevet a été modifiée. À la suite des modifications apportées aux modalités de paiement, on a mis au point un nouveau modèle pour calculer les soldes des débiteurs et les recettes différées liées à cette activité. Le nouveau modèle incorpore les données disponibles par demande individuelle et applique les taux de change pertinents. Il diffère également les recettes provenant des émoluments relatifs à des pages supplémentaires jusqu’à la publication pour toutes les formes de demande et incorpore toutes les réductions d’émoluments, notamment celles qui sont accordées aux pays en développement. En conséquence, le nouveau modèle fournit des calculs plus fiables des soldes des débiteurs et des recettes différées. L’effet de ce changement de méthode comptable a été comptabilisé rétrospectivement, ce qui a rendu nécessaire le retraitement des chiffres comparatifs de 2011 et 2012 qui sont présentés dans les tableaux suivants.

À la suite de ce retraitement, l’excédent de 2012 est passé de 15,7 millions à 19,5 millions de francs suisses. Le montant des actifs nets retraités au 31 décembre 2011 s’élève à 174,2 millions de francs suisses, alors que le chiffre présenté précédemment était de 162,5 millions de francs suisses et celui du 31 décembre 2012, de 193,7 millions de francs suisses, contre 178,2 millions de francs suisses précédemment :



**État I**

## État de la situation financière

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**au 31 décembre 2013**

**(en milliers de francs suisses)**



**État II**

## État de la performance financière

**ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2013**

(en milliers de francs suisses)



**État III**

## État des variations des actifs nets

**ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS**

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2013**

**(en milliers de francs suisses)**



**ÉTAT IV**

## État des flux de trésorerie

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2013**

**(en milliers de francs suisses)**



**1)** À l’exclusion des intérêts perçus et des intérêts payés sur les emprunts.

**ÉTAT V**

## État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes

**ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS – RECETTES**

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2013**

(en milliers de francs suisses)



1) – Représente le budget approuvé pour l’exercice biennal 2012‑2013.

2) – Représente le budget final après virements pour l’exercice biennal 2012‑2013.

3) – Représente l’écart entre le budget final après virements pour l’exercice biennal 2012‑2013 et les recettes réelles sur une base comparable pour l’exercice biennal 2012‑2013.

**ÉTAT V**

## État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses

**ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS – DÉPENSES**

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2013**

**(en milliers de francs suisses)**



1) – Représente le budget approuvé pour l’exercice biennal 2012‑2013. Le budget biennal de 647,4 millions de francs suisses a été approuvé par les assemblées des États membres de l’OMPI le 29 septembre 2011, sous réserve des :

“efforts du Secrétariat pour réduire les dépenses au moyen de mesures de maîtrise des coûts de l’ordre de 10,2 millions de francs suisses, ramenant le budget de 647,4 millions de francs suisses à 637,2 millions de francs suisses, et portant notamment sur les politiques en matière de voyages de fonctionnaires et de tiers, la gestion des locaux, les politiques en matière de rémunération des contrats de louage de services et de paiement des honoraires d’experts et de conférenciers, les programmes de stage, les réceptions et la location de locaux et de matériel durant les conférences, ainsi qu’au moyen d’une réduction des dépenses de personnel grâce à des mesures de restructuration”.

2) – Représente le budget final après virements pour l’exercice biennal 2012‑2013. Le budget “final” après virements tient compte de l’augmentation pour le programme 5 (le système PCT) de 981 000 francs suisses liée à la création de 5 postes, du fait du nombre plus élevé qu’inscrit au budget des demandes internationales selon le PCT en 2012 (article 5.6 du règlement financier sur les ajustements relevant de la clause de flexibilité).

3) – Représente l’écart entre le budget final après virements pour l’exercice biennal 2010‑2011 et les dépenses réelles sur une base comparable jusqu’au 31 décembre 2013.

**ANALYSE DE L’ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

## Analyse de l’état de la situation financière

**Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement)**

Au 31 décembre 2013, l’Organisation avait des actifs nets (ou fonds de réserve et de roulement) sur la base des normes IPSAS de 208,8 millions de francs suisses. Comme le montre le rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2010‑2011, elle avait des actifs nets de 162,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2011. Du fait du changement de méthode comptable pour la comptabilisation des recettes provenant des demandes internationales de brevet, il a fallu procéder au retraitement des soldes de 2011, ce qui fait que les actifs nets retraités au 31 décembre 2011 représentaient un montant de 174,2 millions de francs suisses. Le tableau ci‑dessous résume l’augmentation des actifs nets durant l’exercice biennal 2012‑2013 :

Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement) en 2012‑2013



Il en est résulté pour l’exercice biennal sur une base IPSAS un excédent de 34,6 millions de francs suisses. Ce chiffre inclut un excédent retraité de 19,5 millions de francs suisses pour l’exercice 2012. Le résultat et les actifs nets pour 2012 ont été retraités suite à la modification de la méthode comptable relative à la comptabilisation des recettes provenant des demandes internationales de brevet.

L’excédent de 34,6 millions de francs suisses sur une base IPSAS est à comparer au résultat budgétaire de l’exercice biennal, à savoir un excédent de 68,9 millions de francs suisses. La différence de 34,3 millions entre le résultat budgétaire et les états financiers établis selon les normes IPSAS est analysée en détail dans le graphique intitulé “Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour l’exercice 2012‑2013” (voir la section Analyse de l’état de la performance financière). En résumé cependant, le résultat IPSAS comprend également les projets financés sur les réserves (définis comme “différences relatives à l’entité” par les normes IPSAS) ainsi que les impacts de l’évolution des actifs et des passifs qui doivent être comptabilisés en application des normes IPSAS (“différences sur une base comptable”).

**Résumé des actifs et des passifs**

Le graphique ci‑dessous fournit un résumé de l’état de la situation financière de l’OMPI au 31 décembre 2013.

Résumé des actifs et des passifs au 31 décembre 2013



L’Organisation a un solde de trésorerie de 409,9 millions de francs suisses, soit 45,5% des actifs totaux, bien que ce chiffre comprenne des montants considérés comme réservés selon les normes IPSAS. L’Organisation détient d’importants actifs fixes (terrains, bâtiments, immeuble de placement, actifs incorporels et matériel) d’une valeur comptable nette de 396,4 millions de francs suisses. Au nombre des autres actifs que détient l’Organisation pour un montant total de 94,2 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs, les stocks et les paiements anticipés. Sur ce montant, le solde le plus important est le fait des débiteurs au titre du PCT, qui représente un montant total de 62,4 millions de francs suisses.

Les montants à payer (comptes de créanciers et montants à payer) et les encaissements par anticipation totalisent 340,8 millions et comprennent surtout des recettes différées de 215,8 millions de francs suisses. Les prestations dues au personnel de 150,5 millions de francs suisses comprennent essentiellement les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service d’un montant de 119,6 millions de francs suisses, tandis que les emprunts représentent le prêt de la FIPOI, d’un montant de 22,3 millions de francs suisses, et le prêt de la BCG/BCV, d’un montant de 122,2 millions de francs suisses. D’autres obligations d’un montant total de 55,9 millions de francs suisses comprennent un montant de 54,9 millions de francs suisses détenus pour le compte de déposants et de parties contractantes.

Les actifs courants nets (actifs courants moins passifs courants) de l’Organisation représentent 76,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2013, soit une forte augmentation de 17,9 millions de francs suisses par rapport au solde à la fin de l’exercice biennal précédent.



**Trésorerie et équivalents de trésorerie**



Le montant total des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie a augmenté de 30,2 millions de francs suisses entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2013. Aux fins de la présentation IPSAS, les soldes de trésorerie sont scindés en soldes non réservés et soldes réservés. Les fonds réservés englobent les fonds détenus en francs suisses pour le compte de tiers en vue de l’enregistrement de marques ou de dessins ou modèles industriels, et d’abonnements à des revues de l’OMPI. Ils incluent aussi les taxes perçues par le Bureau international de l’OMPI agissant en tant qu’office récepteur pour le compte de parties contractantes aux arrangements de Madrid et de La Haye et pour le compte d’administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT. En outre, les dépôts encaissés dans le cadre de procédures en cours relatives à des enregistrements de marques, indépendamment de l’estimation des encaissements par anticipation effectués par l’Organisation, représentent des fonds perçus pour le compte de tiers et sont considérés comme des fonds réservés.

**Immobilisations corporelles**



L’Organisation comptabilise les achats de matériel comme des actifs s’ils ont un coût total supérieur au seuil établi de 5000 francs suisses.

L’immeuble de l’Union de Madrid, qui est classé suivant les normes IPSAS dans la catégorie des immeubles de placement, a été réévalué en 2012, et sa valeur a ainsi augmenté de 500 000 francs suisses.

Les droits de superficie continuent de diminuer de 0,4 million de francs suisses par an car ils sont amortis sur une période de 78 ans. Depuis le 1er janvier 2012, l’Organisation applique la norme IPSAS 31 relative aux actifs incorporels. Il en est résulté la capitalisation dans les états financiers de logiciel acheté à l’extérieur et élaboré en interne pour un montant total de 2,7 millions au 31 décembre 2013.

La valeur des terrains et des bâtiments a augmenté durant l’exercice biennal pour s’élever à 360,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. En 2012 et 2013, l’Organisation a comptabilisé des coûts considérables comme travaux en cours concernant la nouvelle salle de conférence et les installations de sécurité, et également les coûts liés aux améliorations apportées aux bâtiments occupés. Ces augmentations de la valeur des bâtiments ont été partiellement compensées par une dépréciation de 12,6 millions de francs suisses durant l’exercice biennal.

**Autres actifs**



Les autres actifs correspondent principalement aux débiteurs du PCT, avec un solde de 62,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. Cela représente les demandes PCT qui ont été déposées auprès d’offices récepteurs et éventuellement reçues par l’OMPI, mais pour lesquelles aucun paiement correspondant d’émolument n’a été reçu par l’Organisation. Les autres créances et encaissements par anticipation au 31 décembre 2013 comprennent principalement 4,9 millions de francs suisses de dépenses réglées par anticipation et des taxes remboursables des États‑Unis d’Amérique d’un montant de 3.7 millions de francs suisses. Les avances sont principalement des avances accordées au personnel au titre d’allocations pour frais d’études d’un montant de 4,5 millions de francs suisses.

**Montants à payer et encaissements par anticipation**



Les montants à payer représentent les taxes perçues par l’Organisation pour le compte des parties contractantes à l’Arrangement et au Protocole de Madrid et des parties contractantes au règlement d’exécution commun de l’Arrangement de La Haye. En outre, le Bureau international de l’Organisation, agissant en qualité d’office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. L’Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu’à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l’Organisation. Le solde total a augmenté durant l’exercice biennal, passant de 64,2 millions de francs suisses à la fin de 2011 à 78,6 millions à la fin de 2013. Cette évolution est due principalement à la reclassification d’une partie des dépôts de l’Union de Madrid provenant d’encaissements par anticipation, à compter de 2012. Jusqu’en 2011, ces dépôts étaient tous inclus dans les encaissements par anticipation, mais à partir de 2012, on a commencé à estimer séparément le solde représentant les fonds perçus pour le compte de tiers et qui ont été reclassés en montants à payer.

Les produits provenant du traitement de demandes de l’étranger (marques, dessins et modèles industriels et brevets) sont comptabilisés lorsque les demandes individuelles sont publiées. Les taxes et émoluments perçus avant la publication sont comptabilisés comme recettes différées dans le cadre des encaissements par anticipation. Les encaissements par anticipation concernent principalement les recettes différées du PCT avec un solde de 194,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2013. À ce jour, on estime à environ 145 700 le nombre de demandes déposées attendant d’être publiées.

**Prestations au personnel**



Comme le montre le tableau ci‑dessus, l’obligation de loin la plus importante des prestations au personnel pour l’Organisation est celle des prestations médicales après emploi (Assurance maladie après cessation de service – AMCS), qui représente 79,4% de l’obligation totale au 31 décembre 2013. L’obligation AMCS a augmenté de 16,2 millions de francs suisses pendant l’exercice biennal 2012‑2013, situation décrite en détail dans le tableau ci‑dessous :



L’obligation, qui est calculée par un actuaire indépendant, traduit le futur coût total de la part des primes d’assurance maladie de l’OMPI aussi bien pour les retraités de l’OMPI que pour le nombre projeté de fonctionnaires en poste de l’OMPI qui prendront leur retraite à l’avenir. Les coûts courants des prestations dans le tableau ci‑dessus sont les conséquences nettes pour la période résultant de l’augmentation de l’âge des fonctionnaires en poste et des personnes à leur charge, du nombre de personnes prenant leur retraite, et des nouveaux recrutements et cessations de service autres que les départs à la retraite. Le coût des intérêts est la conséquence du fait que chaque fonctionnaire en poste s’est rapproché d’une année de l’âge requis pour pouvoir bénéficier de l’AMCS à son départ à la retraite.

**Emprunts**



L’Organisation a emprunté des fonds (50,8 et 8,41 millions de francs suisses approuvés en 1977 et 1987 respectivement) auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour construire ses bâtiments de siège à Genève (Suisse). Ces prêts étaient à l’origine soumis à intérêts mais, en 1996, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse a accepté de renoncer à tout nouveau paiement d’intérêts et actuellement les prêts ne donnent lieu qu’au remboursement du principal.

En février 2008, l’Organisation a conclu un contrat avec la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise pour un emprunt de 114 millions de francs suisses plus un montant supplémentaire éventuel de 16 millions de francs suisses destiné à financer une partie du coût de la construction du nouveau bâtiment disponible pour utilisation à compter du 28 février 2011. Le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses a été tiré le 27 janvier 2011. Le taux d’intérêt a été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l’Organisation. En 2013, les paiements des intérêts se sont montés à 3,2 millions de francs suisses. Outre le paiement de l’intérêt, le contrat prévoit un remboursement annuel du principal équivalent à 3,0% du montant total emprunté à compter du 28 février 2012, pour l’emprunt initial de 114,0 millions de francs suisses et le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses.

En octobre 2010, une modification du contrat d’emprunt a été approuvée par la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise et l’OMPI prévoyant un montant additionnel de 40 millions de francs suisses pour financer une partie du coût de la construction du nouveau centre de conférence et disponible du 31 mars 2011 au 31 mars 2014. Au début de 2014, ce délai a été reporté au 31 mars 2015. Le taux d’intérêt a également été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l’Organisation. Le contrat prévoit à nouveau un remboursement annuel du principal égal à 3% du montant total emprunté, à compter du 31 mars 2015 pour l’emprunt de 40 millions de francs suisses. Au 31 décembre 2013, l’Organisation n’avait pas tiré le montant additionnel de 40 millions de francs suisses. Il convient de noter que l’Organisation verse une commission de 0,15% par an sur les montants de l’emprunt non utilisés pendant la période de disponibilité.

**Situation financière par secteur**

Conformément aux normes IPSAS, l’OMPI est tenue de divulguer ses actifs et passifs pour chacun des secteurs dont se compose l’Organisation. L’information sectorielle de l’OMPI est présentée dans un format qui représente les diverses unions en tant que segments composant l’Organisation. Un segment distinct a été créé pour les contributions volontaires qui représentent des montants administrés par l’OMPI pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés à la mission de l’OMPI. Les actifs et les passifs de l’OMPI, autres que les réserves représentant l’actif net, sont la propriété ou sont sous la responsabilité de l’Organisation entière et non pas des actifs ou des passifs des unions ou des segments. Les actifs et les passifs servent généralement à financer un large éventail d’activités de prestation de services dans plusieurs unions. La seule exception est l’immeuble de placement à Meyrin, détenu par l’Union de Madrid. Par conséquent, les actifs et les passifs individuels ne sont pas pris en considération dans la communication des informations concernant les segments ou les unions individuels, mais sont présentés séparément en tant qu’actifs et passifs non alloués. Seuls les actifs nets, y compris le fonds de roulement et les réserves, sont représentés par un segment individuel, comme indiqué dans le tableau ci‑dessous :



**ANALYSE DE L’ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

## Analyse de l’état de la performance financière

**Rapprochement du résultat budgétaire et du résultat IPSAS 2012‑2013**

Le résultat budgétaire pour l’exercice biennal 2012‑2013 a été un excédent de 68,9 millions de francs suisses contre un excédent de 34,6 millions selon les états financiers aux normes IPSAS. Le graphique ci‑dessous résume les principales différences entre les deux résultats :

Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour 2012‑2013



*Différences relatives à l’entité*

Tels qu’ils sont établis en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l’OMPI couvrent tous les domaines et activités de l’Organisation. L’inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les comptes spéciaux (excédent de 3,7 millions de francs suisses) et les projets financés sur les réserves (déficit de 45,3 millions de francs suisses) représentent les “différences relatives à l’entité” entre le résultat budgétaire et l’excédent au titre des états financiers.

*Différences sur une base comptable*

L’application d’une comptabilité d’exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs “différences sur une base comptable” qui ont des conséquences pour le résultat de l’année. Comme indiqué dans le tableau ci‑dessus, l’impact net de ces ajustements pour l’exercice biennal est un excédent de 7,3 millions de francs suisses :

* En vertu des normes IPSAS, les recettes provenant des contributions volontaires au titre des comptes spéciaux sont comptabilisées au fur et à mesure que les conditions figurant dans les accords conclus avec les donateurs sont remplies et que les dépenses sont encourues conformément au programme de travail. Lorsque le montant des contributions reçues dépasse le coût du travail accompli, les contributions sont traitées comme des recettes différées, se soldant par une réduction du résultat pour l’exercice biennal de 3,7 millions de francs suisses.
* Dans l’application des normes IPSAS, les recettes provenant des taxes sont différées jusqu’à ce qu’elles soient jugées avoir été gagnées, ce qui, dans le cas des demandes internationales, est la date de la publication finale. Pour les demandes selon le PCT, une créance est également comptabilisée lorsqu’une demande a été déposée sans qu’aucune taxe n’ait été perçue par l’Organisation. Le solde des recettes différées provenant des taxes (PCT, marques, dessins et modèles industriels) est passé de 185,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2011 à 198,5 millions au 31 décembre 2013. Durant la même période, le montant des créances provenant des taxes PCT est passé de 56,3 millions de francs suisses à 62,4 millions. L’impact net est une diminution des recettes de 6,6 millions. Au cours de l’exercice biennal 2012‑2013, des recettes différées de 1,8 million de francs suisses ont également été comptabilisées pour ce qui est du financement de constructions sécuritaires par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). En résumé, l’ajustement de 8,4 millions de francs suisses pour le report de recettes se présente comme suit :



* Le résultat pour l’exercice biennal sur la base des normes IPSAS inclut la charge d’amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile. Le coût total de l’amortissement pour l’exercice biennal a été de 16 millions de francs suisses.
* Les normes IPSAS exigent que les prestations au personnel qui n’ont pas encore été payées soient comptabilisées sous la forme d’obligations de l’Organisation. Les ajustements IPSAS alignent le montant total du passif comptabilisé dans les états financiers sur les calculs de ce passif effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux qui sont effectués par des actuaires externes. Durant l’exercice biennal 2012‑2013, ces ajustements IPSAS ont augmenté les dépenses de personnel d’un montant total de 2,7 millions de francs suisses. Les ajustements IPSAS nécessaires durant l’exercice biennal subissent l’effet de l’imputation sur le budget des coûts des postes, appliquée conformément au paragraphe 26 du programme et budget de l’OMPI pour l’exercice biennal 2012‑2013. Cette imputation budgétaire entraîne la constitution d’une provision, ce qui réduit l’ajustement IPSAS nécessaire pour comptabiliser dans les états financiers de l’OMPI les engagements au titre des passifs liés aux prestations au personnel après la cessation de service.
* En vertu des normes IPSAS, les coûts liés à la construction comme à l’amélioration de bâtiments sont comptabilisés. Cela réduit les dépenses de l’exercice biennal 2012‑2013 de 34,0 millions de francs suisses. De même, l’acquisition de certains matériels et logiciels est elle aussi comptabilisée, ce qui réduit les dépenses de l’exercice biennal de 3,7 millions de francs suisses
* D’autres différences sur une base comptable concernent principalement l’investissement foncier dans l’immeuble de l’Union de Madrid appartenant à l’Organisation, qui est comptabilisé à sa juste valeur dans les états financiers selon les normes IPSAS. Une réévaluation faite le 31 décembre 2012 de cet immeuble a eu pour résultat une augmentation de la juste valeur de 0,5 million de francs suisses, ce qui a eu un impact correspondant sur l’excédent pour l’exercice biennal.

**Recettes**

Le graphique ci‑dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des recettes pour l’exercice biennal 2012‑2013 :

Composition des recettes en 2012‑2013 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l’application des normes IPSAS qui sont apportés aux recettes ont essentiellement une incidence sur les taxes du système PCT en raison de l’augmentation des recettes différées, et le report des recettes provenant des contributions volontaires.

Détail des recettes en 2012‑2013 sur la base des normes IPSAS



**Dépenses**

Le graphique ci‑dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des dépenses pour l’exercice biennal 2012‑2013 :

Composition des dépenses en 2012‑2013 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l’application des normes IPSAS qui sont apportés aux dépenses sont principalement la comptabilisation des dépenses de construction (à noter que cela a une incidence sur plusieurs catégories de dépenses dont les travaux de construction, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel et les services contractuels) et la charge de dépréciation et d’amortissement.

Détail des dépenses en 2012‑2013 sur la base des normes IPSAS



**Résultats financiers par segment**

La plupart des recettes sont comptabilisées par union dans les comptes de l’OMPI. Les recettes provenant des intérêts perçus ont été réparties entre les unions sur la base des réserves de liquidités totales et les recettes courantes. Les dépenses sont comptabilisées selon le programme puis réattribuées aux diverses unions sur la base d’une méthode acceptée par l’Assemblée générale de l’OMPI dans le cadre de l’adoption du programme et budget de l’OMPI pour l’exercice biennal 2012‑2013.

Tous les frais sont répartis entre les unions qui composent les segments sur la base de la méthode de répartition approuvée. Les dépenses pour le segment des comptes spéciaux relatifs aux contributions volontaires versées à l’Organisation sont comptabilisées en tant que coûts réels. Les seuls frais intersegments représentent les coûts d’appui aux programmes encourus par les unions à l’appui des comptes spéciaux. Les coûts d’appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d’un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l’accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire.



**ÉTAT DE LA POSITION FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT**

(en milliers de francs suisses)

## État de la position financière par source de financement



**ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT**

(en milliers de francs suisses)

## État de la performance financière par source de financement



# CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

## Tableau 8 et tableau 8*bis* Contributions selon le système de contribution unique

*Base de calcul des contributions*

La contribution de chaque État membre est calculée sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l’OMPI et les assemblées compétentes de certaines unions administrées par l’OMPI concernant le système de contribution unique (voir les paragraphes 166 et 167 du document A/39/15).

*Calcul des contributions*

Les montants des contributions, pour l’exercice biennal 2012‑2013, ont été approuvés le 5 octobre 2011 par les assemblées des États membres de l’OMPI et des unions administrées par l’OMPI (voir le paragraphe 207 du document A/49/18).













## Tableau 9 Contributions à recouvrer au 31 décembre 2013 et arriérés des contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé)

| **État** | **Contribution unique/ Union/OMPI\*\*** | **Pas d'arriérés/années d'arriérés** | **Montant total des arriérés (en francs suisses)** | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Afrique du Sud |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Albanie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Algérie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Allemagne |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Andorre |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Angola |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Antigua‑et‑Barbuda |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Arabie saoudite |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Argentine |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Arménie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Australie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Autriche |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Azerbaïdjan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bahamas |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bahreïn |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bangladesh |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Barbade |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bélarus |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Belgique |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Belize |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bénin |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bhoutan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bolivie (État plurinational de) | Unique | 05+06+07+08+09+10+11+12+13 |  | 25 641 |
| Bosnie‑Herzégovine |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Botswana |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Brésil | Unique | 13\* |  | 19 633 |
| Brunéi Darussalam |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Bulgarie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Burkina Faso | Paris gelé | 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87 | 214 738 |  |
|  |  | +88+89 |  |  |
|  | Berne gelé | 77\*+78+79+80+81+82+83+84+85+86 | 136 129 |  |
|  |  | +87+88+89 |  | 350 867 |
| Burundi | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89 | 214 738 | 258 345 |
| Cabo Verde |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Cambodge |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Cameroun |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Canada |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Chili |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Chine |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Chypre |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Colombie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Comores | Unique | 06+07+08+09+10+11+12+13 |  | 11 392 |
| Congo |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Costa Rica |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Côte d'Ivoire | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 64 223 |  |
|  | Paris | 92\*+93 | 20 800 |  |
|  | Berne | 92+93 | 15 434 | 100 457 |
| Croatie | Unique | 12+13 |  | 45 578 |
| Cuba |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Danemark |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Djibouti | Unique | 12+13 |  | 2 848 |
| Dominique | Unique | 10+11+12+13 |  | 11 396 |
| Égypte |  | Pas d'arriérés |  |  |
| El Salvador |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Émirats arabes unis |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Équateur |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Érythrée |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Espagne |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Estonie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| États‑Unis d’Amérique | Unique | 13 |  | 1 139 475 |
| Éthiopie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Fédération de Russie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Fidji |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Finlande |  | Pas d'arriérés |  |  |
| France |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Gabon | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 64 223 |  |
|  | Paris | 87+88+89+90+91+92+93 | 147 687 |  |
|  | Berne | 86\*+87+88+89+90+91+92+93 | 89 847 | 301 757 |
| Gambie | OMPI gelé | 83+84+85+86+87+88+89 |  | 55 250 |
| Géorgie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Ghana |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Grèce |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Grenade | Unique | 10+11+12+13 |  | 11 396 |
| Guatemala |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Guinée | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 83+84+85+86+87+88+89 | 148 779 |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 7 460 |  |
|  | Berne gelé | 83\*+84+85+86+87+88+89 | 81 293 | 281 139 |
| Guinée-Bissau | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 89 | 23 213 |  |
|  | Berne | 92+93 | 3 858 | 70 678 |
| Guinée équatoriale | Unique | 12+13 |  | 2 848 |
| Guyana |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Haïti | Unique | 13 | 1 424 |  |
|  | Paris gelé | 79\*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | 347 037 | 348 461 |
| Honduras | Unique | 11+12+13 |  | 8 547 |
| Hongrie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Inde |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Indonésie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Iran (République islamique d’) |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Iraq | Unique | 13 |  | 5 697 |
| Irlande |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Islande |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Israël |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Italie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Jamaïque |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Japon |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Jordanie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Kazakhstan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Kenya |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Kirghizistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Koweït |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Lesotho |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Lettonie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Liban 1 | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+13 | 52 127 |  |
|  | Paris | 91+92+93 | 39 569 |  |
|  | Berne | 90\*+91+92+93 | 90 425 |  |
|  | Nice | 90+91+92+93 | 5 432 | 187 553 |
| Libéria |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Libye | Unique | 13\* |  | 7 000 |
| Liechtenstein |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Lituanie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Luxembourg |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Madagascar |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Malaisie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Malawi |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Maldives |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Mali | Unique | 11\*+12+13 | 3 018 |  |
|  | Paris gelé | 84+85+86+87+88+89 | 132 377 |  |
|  | Berne gelé | 76\*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89 | 163 926 | 299 321 |
| Malte |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Maroc |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Maurice |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Mauritanie | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 77\*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ | 219 120 |  |
|  |  | 87+88+89 |  |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 7 460 |  |
|  | Berne gelé | 74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84 +85+86+87+ 88+89 | 150 618 | 420 805 |
| Mexique |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Micronésie (États fédérés de) | Unique | 05\*+06+07+08+09+10+11+12+13 |  | 23 045 |
| Monaco |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Mongolie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| 1 Calendrier des paiements établi en juillet 2006 pour le règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et selon le système de contribution unique en 10 paiements annuels. | | | | |
| Monténégro |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Mozambique |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Myanmar |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Namibie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Népal | Unique | 13 |  | 1 424 |
| Nicaragua | Unique | 12\*+13 |  | 3 082 |
| Niger | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90\*+91+92+93 | 10 972 |  |
|  | Paris gelé | 81+82+83+84+85+86+87+88+89 | 179 097 |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 7 460 |  |
|  | Berne gelé | 80\*+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | 109 915 | 337 775 |
| Nigéria | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 318 886 |  |
|  | Paris | 92\*+93 | 160 629 | 479 515 |
| Norvège |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Nouvelle‑Zélande |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Oman |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Ouganda | Unique | 13 | 1 424 |  |
|  | Paris gelé | 81\*+82+83+84 +85+86+87+88+89 | 168 885 | 170 309 |
| Ouzbékistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Pakistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Panama |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Papouasie‑Nouvelle‑Guinée |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Paraguay | Unique | 13\* |  | 133 |
| Pays‑Bas | Unique | 13\* |  | 4 647 |
| Pérou |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Philippines |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Pologne |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Portugal |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Qatar | Unique | 13 |  | 11 395 |
| République arabe syrienne |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République centrafricaine | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 76\*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+ 88+89 | 273 509 |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 7 460 |  |
|  | Berne gelé | 80\*+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | 114 858 | 439 434 |
| République de Corée |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République démocratique du Congo | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 159 959 |  |
|  | Paris gelé | 81\*+82+83+84+85+86+87+88+89 | 500 200 |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 90 326 |  |
|  | Berne gelé | 81\*+82+83+84+85+86+87+88+89 | 301 015 | 1 081 831 |
| République démocratique populaire lao |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République de Moldova |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République dominicaine | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 98 399 |  |
|  | Paris | 70\*+71+72+73+74+75+76 +77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89+90+91+92+93 | 937 794 | 1 036 193 |
| République populaire démocratique de Corée |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République tchèque |  | Pas d'arriérés |  |  |
| République‑Unie de Tanzanie | Paris gelé | 84\*+85+86+87+88+89 |  | 119 223 |
| Roumanie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Royaume‑Uni |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Rwanda | Unique | 13 |  | 1 424 |
| Sainte‑Lucie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Saint‑Kitts‑et‑Nevis |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Saint‑Marin |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Saint‑Siège |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Saint‑Vincent‑et‑les Grenadines |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Samoa |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Sao Tomé‑et‑Principe |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Sénégal |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Serbie | Paris | 93\* | 79 996 |  |
|  | Berne | 91+92+93 | 135 984 |  |
|  | Nice | 93 | 6 447 |  |
|  | Locarno | 93 | 2 247 | 224 674 |
| Seychelles |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Sierra Leone |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Singapour |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Slovaquie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Slovénie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Somalie | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | OMPI | 90+91+92+93 | 4 452 |  |
|  | OMPI gelé | 83+84+85+86+87+88+89 | 55 250 | 90 033 |
| Soudan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Sri Lanka |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Suède |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Suisse |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Suriname |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Swaziland | Unique | 13 |  | 2 849 |
| Tadjikistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Tchad | Unique | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 30 331 |  |
|  | Paris | 90+91+92+93 | 13 276 |  |
|  | Paris gelé | 71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89 | 250 957 |  |
|  | Berne | 90+91+92+93 | 7 460 |  |
|  | Berne gelé | 72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89 | 156 387 | 458 411 |
| Thaïlande |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Togo | Unique | 02\*+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13 | 16 504 |  |
|  | Paris gelé | 84+85+86+87+88+89 | 132 377 |  |
|  | Berne gelé | 83\*+84+85+86+87+88+89 | 87 785 | 236 666 |
| Tonga |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Trinité‑et‑Tobago |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Tunisie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Turkménistan |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Turquie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Ukraine |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Uruguay |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Vanuatu |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Venezuela (République bolivarienne du) | Unique | 11\*+12+13 |  | 32 921 |
| Viet Nam |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Yémen | OMPI gelé | 87\*+88+89 |  | 19 142 |
| Zambie |  | Pas d'arriérés |  |  |
| Zimbabwe | Unique | 13\* |  | 368 |
| Total incluant : | |  |  |  |
| contributions à recouvrer |  |  |  | 4 384 760 |
| arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé) | | |  | 4 355 818 |
|  |  | TOTAL |  | 8 740 578 |







## Tableau 10 Contributions reçues d’avance



## Tableau 11 Fonds de roulement au 31 décembre 2013

| État |  | Union | Montant total facturé (en francs suisses) | Montant dû le cas échéant (en francs suisses) |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Afrique du Sud |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
| Algérie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Nice | 1 412 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
| Allemagne |  | Paris | 300 426 |  |
|  |  | Berne | 102 019 |  |
|  |  | IPC | 105 871 |  |
|  |  | Nice | 18 822 |  |
|  |  | Locarno | 2 045 |  |
|  |  | PCT | 222 900 |  |
|  |  | Madrid | 339 000 |  |
|  |  | La Haye | 75 363 |  |
| Argentine |  | Paris | 66 895 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
| Australie |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | PCT | 91 000 |  |
| Autriche |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | PCT | 19 250 |  |
|  |  | Madrid | 84 800 |  |
| Bahamas |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Barbade |  | Paris | 1 882 |  |
| Belgique |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | PCT | 9 800 |  |
|  |  | Madrid | 127 200 |  |
|  |  | La Haye | 28 261 |  |
| Bénin |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | Nice | 470 |  |
| Brésil |  | Paris | 93 593 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 15 283 |  |
|  |  | PCT | 4 200 |  |
| Bulgarie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | PCT | 200 |  |
| Burkina Faso |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Burundi |  | Paris | 7 508 | 7 508 |
| Cameroun |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Canada |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
| Chili |  | Berne | 8 744 |  |
| Chine |  | Paris | 28 250 |  |
| Chypre |  | Paris | 16 831 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Congo |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Costa Rica |  | Berne | 2 915 |  |
| Côte d'Ivoire |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Cuba |  | Paris | 22 533 |  |
| Danemark |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
|  |  | PCT | 41 000 |  |
| Égypte |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | IPC | 6 701 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
|  |  | La Haye | 5 652 |  |
| Espagne |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 58 296 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
|  |  | Madrid | 84 800 |  |
|  |  | La Haye | 18 840 |  |
| États-Unis d’Amérique |  | Paris | 187 765 |  |
|  |  | IPC | 72 435 |  |
|  |  | Nice | 11 764 |  |
|  |  | PCT | 754 900 |  |
| Fédération de Russie |  | Paris | 187 765 |  |
|  |  | IPC | 72 435 |  |
|  |  | Nice | 11 764 |  |
|  |  | Locarno | 3 409 |  |
|  |  | PCT | 24 750 |  |
|  |  | Madrid | 211 800 |  |
| Fidji |  | Berne | 2 915 |  |
| Finlande |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
|  |  | PCT | 34 200 |  |
| France |  | Paris | 187 765 |  |
|  |  | Berne | 72 871 |  |
|  |  | IPC | 72 435 |  |
|  |  | Nice | 11 764 |  |
|  |  | Locarno | 3 409 |  |
|  |  | PCT | 110 700 |  |
|  |  | Madrid | 211 800 |  |
|  |  | La Haye | 47 102 |  |
| Gabon |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Ghana |  | Paris | 7 508 |  |
| Grèce |  | Paris | 37 556 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Guinée |  | Paris | 7 508 | 7 508 |
|  |  | Berne | 2 915 | 2 915 |
| Haïti |  | Paris | 14 903 |  |
| Hongrie |  | Paris | 37 556 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | Nice | 2 354 |  |
|  |  | Locarno | 681 |  |
|  |  | PCT | 22 150 |  |
|  |  | Madrid | 42 200 |  |
| Inde |  | Berne | 29 148 |  |
| Indonésie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | La Haye | 5 652 |  |
| Iran (République islamique d’) |  | Paris | 22 533 |  |
| Iraq |  | Paris | 22 533 |  |
| Irlande |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
| Islande |  | Paris | 16 831 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Israël |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | IPC | 8 691 |  |
|  |  | Nice | 1 412 |  |
| Italie |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | Locarno | 3 409 |  |
|  |  | PCT | 16 500 |  |
|  |  | Madrid | 127 200 |  |
| Japon |  | Paris | 187 765 |  |
|  |  | Berne | 58 296 |  |
|  |  | IPC | 72 435 |  |
|  |  | PCT | 194 600 |  |
| Jordanie |  | Paris | 7 508 |  |
| Kenya |  | Paris | 22 533 |  |
| Liban |  | Paris | 20 646 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | Nice | 1 412 |  |
| Liechtenstein |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | Nice | 470 |  |
|  |  | PCT | 1 500 |  |
|  |  | Madrid | 8 400 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Luxembourg |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | IPC | 2 895 |  |
|  |  | Nice | 470 |  |
|  |  | PCT | 650 |  |
|  |  | Madrid | 8 400 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Lybie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Madagascar |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Malawi |  | Paris | 7 508 |  |
| Mali |  | Paris | 3 812 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Malte |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Maroc |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | Nice | 1 412 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
|  |  | La Haye | 5 652 |  |
| Maurice |  | Paris | 7 508 |  |
| Mauritanie |  | Paris | 7 508 | 384 |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | PCT | 50 |  |
| Mexique |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
| Monaco |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | IPC | 2 895 |  |
|  |  | Nice | 470 |  |
|  |  | PCT | 200 |  |
|  |  | Madrid | 8 400 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Mongolie |  | Paris | 1 882 |  |
| Niger |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Nigéria |  | Paris | 22 533 |  |
| Norvège |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 29 148 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
|  |  | PCT | 21 750 |  |
| Nouvelle-Zélande |  | Paris | 37 556 |  |
|  |  | Berne | 14 574 |  |
| Ouganda |  | Paris | 7 508 |  |
| Pakistan |  | Berne | 8 744 |  |
| Pays-Bas |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | Locarno | 2 903 |  |
|  |  | PCT | 20 350 |  |
|  |  | Madrid | 127 200 |  |
|  |  | La Haye | 28 261 |  |
| Philippines |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Pologne |  | Paris | 37 556 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Portugal |  | Paris | 75 110 |  |
|  |  | Berne | 14 574 |  |
|  |  | IPC | 28 977 |  |
|  |  | Madrid | 84 800 |  |
|  |  | Nice | 4 707 |  |
| République arabe syrienne |  | Paris | 22 533 |  |
| République centrafricaine |  | Paris | 7 508 | 943 |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| République de Corée |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | PCT | 3 700 |  |
| République démocratique du Congo |  | Paris | 22 533 | 14 057 |
|  |  | Berne | 8 744 | 1 727 |
| République dominicaine |  | Paris | 22 533 |  |
| République populaire démocratique de Corée | | Paris | 7 508 |  |
| République tchèque |  | Paris | 50 073 |  |
|  |  | Berne | 19 432 |  |
|  |  | IPC | 19 318 |  |
|  |  | Nice | 3 138 |  |
|  |  | Locarno | 910 |  |
|  |  | Madrid | 56 533 |  |
| République‑Unie de Tanzanie |  | Paris | 14 903 |  |
| Roumanie |  | Paris | 33 788 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | PCT | 550 |  |
|  |  | Madrid | 84 800 |  |
| Royaume-Uni |  | Paris | 187 765 |  |
|  |  | Berne | 72 871 |  |
|  |  | IPC | 72 435 |  |
|  |  | Nice | 11 764 |  |
|  |  | PCT | 168 000 |  |
| Rwanda |  | Paris | 2 849 |  |
| Saint-Marin |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
| Saint-Siège |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Sénégal |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Serbie et Monténégro |  | Paris | 29 927 |  |
|  |  | Berne | 14 574 |  |
|  |  | Nice | 2 354 |  |
|  |  | Locarno | 1 364 |  |
|  |  | Madrid | 84 800 |  |
| Slovaquie |  | Paris | 25 037 |  |
|  |  | Berne | 9 716 |  |
|  |  | IPC | 9 659 |  |
|  |  | Nice | 1 569 |  |
|  |  | Locarno | 454 |  |
|  |  | Madrid | 28 267 |  |
| Soudan |  | Paris | 2 849 |  |
| Sri Lanka |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | PCT | 300 |  |
| Suède |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | Locarno | 2 045 |  |
|  |  | PCT | 162 800 |  |
| Suisse |  | Paris | 112 661 |  |
|  |  | Berne | 43 722 |  |
|  |  | IPC | 43 463 |  |
|  |  | Nice | 7 058 |  |
|  |  | Locarno | 2 045 |  |
|  |  | PCT | 74 000 |  |
|  |  | Madrid | 127 200 |  |
|  |  | La Haye | 28 261 |  |
| Suriname |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
|  |  | IPC | 2 895 |  |
|  |  | Nice | 470 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Tchad |  | Paris | 7 508 | 6 377 |
|  |  | Berne | 2 915 | 1 980 |
| Thaïlande |  | Berne | 2 915 |  |
| Togo |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Trinité-et-Tobago |  | Paris | 22 533 |  |
| Tunisie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
|  |  | Nice | 1 412 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
|  |  | La Haye | 5 652 |  |
| Turquie |  | Paris | 22 533 |  |
|  |  | Berne | 8 744 |  |
| Uruguay |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Venezuela (République bolivarienne du) | | Berne | 14 574 |  |
| Viet Nam |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Madrid | 25 400 |  |
|  |  | La Haye | 1 884 |  |
| Zambie |  | Paris | 7 508 |  |
| Zimbabwe |  | Paris | 7 508 |  |
|  |  | Berne | 2 915 |  |
| Total |  |  | 10 749 494 | 43 399 |

*Total des fonds de roulement*



*Total des fonds de roulement à recouvrer*



# RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE

## Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2012

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2012, la somme de 3 240 900 francs au titre d’émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)b) de l’Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

Selon la règle 37 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l’article 8.5) et 8.6) de l’Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l’Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci‑après; |
| deux, | pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus; |
| trois, | pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d’antériorité sur opposition des tiers; |
| quatre | pour les parties contractantes qui procèdent d’office à un tel examen; |
|  | également, pour les parties contractantes qui procèdent d’office à des recherches d’antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes. |

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l’OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 934 | Antigua‑et‑Barbuda, Bonaire, Saint‑Eustache et Saba[[2]](#footnote-3), Liechtenstein[[3]](#footnote-4) |
| deux, | 28 319 | Autriche[[4]](#footnote-5), Italie, Liechtenstein[[5]](#footnote-6), Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 105 058 | Allemagne, Autriche[[6]](#footnote-7), Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 221 402 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Cuba, Curaçao1, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 3 240 900 francs suisses doit être divisée par 1 258 354 [934 + (28 319 x 2) 56 638 + (105 058 x 3) 315 174 + (221 402 x 4) 885 608]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 2,57550737 francs suisses par point de coefficient [3 240 900 : 1 258 354] soit, pour le coefficient

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 2,57550737 francs suisses |
| deux, | 5,15101474 francs suisses |
| trois, | 7,72652211 francs suisses |
| quatre, | 10,30202948 francs suisses |



## Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2012

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2012, la somme de 38 083 700 francs suisses au titre de compléments d’émoluments correspondant à 380 837 désignations (faites lors de l’enregistrement, postérieurement à l’enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)c) de l’Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l’Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d’émoluments était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 060 | Antigua et Barbuda, Bonaire, Saint‑Eustache et Saba1, Liechtenstein2 |
| deux, | 29 266 | Autriche3, Italie, Liechtenstein4, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 109 080 | Allemagne, Autriche5, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 241 431 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Cuba, Curaçao1, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 38 083 700 francs suisses doit être divisée par 1 352 556 [1 060 + (29 266 x 2) 58 532 + (109 080 x 3) 327 240 + (241 431 x 4) 965 724]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 28,15683787 francs suisses par point de coefficient [38 083 700 : 1 352 556] soit, pour le coefficient :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 28,15683787 francs suisses |
| deux, | 56,31367574 francs suisses |
| trois, | 84,47051361 francs suisses |
| quatre, | 112,62735148 francs suisses |

1  Jusqu’au 29 décembre 2010.

2 Jusqu’au 31 décembre 2009.

3 Jusqu’au 30 juin 2010.

4 À compter du 1er janvier 2010.

5 À compter du 1er juillet 2010.



## Union de Madrid – Total des émoluments – 2012



## Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2013

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2013, la somme de 2 997 200 francs suisses au titre d’émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)b) de l’Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

Selon la règle 37 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l’article 8.5) et 8.6) de l’Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l’Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci‑après; |
| deux, | pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus |
| trois, | pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d’antériorité sur opposition des tiers; |
| quatre | pour les parties contractantes qui procèdent d’office à un tel examen; |
|  | également, pour les parties contractantes qui procèdent d’office à des recherches d’antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes. |

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l’OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 013 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 27 849 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 105 208 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre | 231 717 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République démocratique et populaire de Corée, Cuba, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda6, Sao Tomé et Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 2 997 200 francs suisses doit être divisée par 1 299 203 [1 013 + (27 849 x 2) 55 698 + (105 208 x 3) 315 624 + (231 717 x 4) 926 868]. Il en résulte que la somme due pour chaque désignation s’élève à 2,30695280 francs suisses par point de coefficient [2 997 200 : 1 299 203] soit, pour le coefficient :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 2,30695280 francs suisses |
| deux, | 4,61390560 francs suisses |
| trois, | 6,92085840 francs suisses |
| quatre, | 9,22781120 francs suisses |

6 À compter du 17 août 2013



## Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2013

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2013, la somme de 38 841 700 francs suisses au titre de compléments d’émoluments correspondant à 388 417 désignations (faites lors de l’enregistrement, postérieurement à l’enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)c) de l’Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l’Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d’émoluments était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 140 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 28 727 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 108 708 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre | 249 842 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Égypte, Espagne, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda6, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbia, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, République tchèque, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 38 841 700 francs suisses doit être divisée par 1 384 086 [1 140 + (28 727 x 2) 57 454 + (108 708 x 3) 326 124 + (249 842 x 4) 999 368]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 28,06306834 francs par point de coefficient [38 841 700 : 1 384 086] soit, pour le coefficient :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 28,06306834 francs suisses |
| deux, | 56,12613668 francs suisses |
| trois, | 84,18920502 francs suisses |
| quatre, | 112,25227336 francs suisses |

6  À compter du 17 août 2013



## Union de Madrid – Total des émoluments – 2013



## Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2012

**Perception**

En 2012, l’OMPI a perçu 114 655 623 francs suisses de taxes individuelles au titre de l’article 8.7) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid, dont 106 916 028 francs sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle, et 7 739 595 francs sous la forme de seconds paiements pour des désignations, suivant la règle 34.3)a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :



B) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu un second paiement était le suivant :



**Répartition**

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l’inscription de l’enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d’exécution commun].

7 À compter du 29 août 2012

8 À compter du 10 décembre 2012

9 À compter du 25 juillet 2012

## Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2013

**Perception**

En 2013, l’OMPI a perçu 130 543 348 francs suisses de taxes individuelles en vertu de l’article 8.7) du Protocole relatif à l’arrangement de Madrid, dont 122 012 496 sous la forme de paiements entiers ou pour la première partie de la taxe individuelle, et 8 530 852 sous la forme de seconds paiements pour des désignations, conformément à la règle 34.3)a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :



B) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu un second paiement était le suivant :



**Répartition**

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l’inscription de l’enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d’exécution commun].

10 À compter du 8 juillet 2013

11 À compter du 19 février 2013

12 À compter du 16 octobre 2013

## Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2013

**Perception**

En 2013, l’OMPI a perçu 4700 francs suisses de taxes nationales de traitement, dont le montant a été fixé par l’office (les offices) concerné (s), pour les demandes d’enregistrement international envoyées au cours de l’année par l’intermédiaire de l’IRPI, nouveau moyen de communication électronique entre les Parties contractantes à l’Arrangement de Madrid ou au Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid et le Bureau international Bureau, opérationnel à compter de décembre 2013.

Le nombre de demandes d’enregistrement international pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :



Les taxes nationales de traitement ont été créditées au compte de la Partie contractante auprès du Bureau international durant le mois suivant la date de réception de la demande d’enregistrement international.

\*À compter du 4 décembre 2013

## Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du Règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid et au Protocole

La règle 39 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (adopté par l’Assemblée de l’Union de Madrid avec effet le 1er avril 1996) permet la continuation des effets des enregistrements internationaux dans certains États (ci‑après dénommés “États successeurs”) qui sont devenus indépendants et dont le territoire faisait partie, avant leur indépendance, du territoire d’un pays partie à l’Arrangement de Madrid. Le paiement effectué au Bureau international pour chaque continuation d’effets se compose d’une taxe de 41 francs suisses, transférée par le Bureau international à l’office national de l’État successeur, et d’une taxe de 23 francs suisses au profit du Bureau international.

A) En 2012, le nombre total de continuations d’effets enregistrées était de 22 pour lesquelles le Bureau international a reçu la somme de (22 x 23 =) 506 francs suisses et l’office national de l’État successeur suivant la somme de (22 x 41 =) 902 francs suisses, qui a été transférée à cet office comme suit :



B) En 2013, le Bureau international n’a enregistré aucune continuation d’effets.

## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2012

**Perception**

L’OMPI a perçu en 2012 la somme de 2 394 931 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement ou partiellement par l’Acte de 1960 ou par l’Acte de 1999, en application de la règle 12.1.a)iii) ou concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1.a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, en application de la règle 24.1.a)iii) du règlement d’exécution commun de l’Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er janvier 2010.



## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2013

**Perception**

L’OMPI a perçu en 2013 la somme de 2 569 667 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement ou partiellement par l’Acte de 1960 ou par l’Acte de 1999, en application de la règle 12.1.a)iii) ou concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1.a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, en application de la règle 24.1.a)iii) du règlement d’exécution commun de l’Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er janvier 2010.



## Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2012

(montants exprimés en francs suisses)

– Service de l’enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments, et continuations d’effet

– Service de l’enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations



## Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2013

(montants exprimés en francs suisses)

– Service de l’enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments, et taxes de traitement

– Service de l’enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations



## Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2012‑2013

(montants exprimés en francs suisses)



# FONDS FIDUCIAIRES

**Fonds de dépôt au 31 décembre 2013**



**Fonds de dépôt au 31 décembre 2013**

(exprimé en francs suisses)



Note : Fonds fiduciaires sous la forme de contributions volontaires (des gouvernements australien, français, norvégien, sud‑africain, suédois et suisse, du Christensen Fund et de la Nouvelle‑Zélande) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement australien et l’OMPI en vue de promouvoir le développement de systèmes de propriété intellectuelle dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement du Brésil et l’OMPI pour la mise en œuvre de la formation et du renforcement des capacités du personnel technique de l’Institut national de la propriété industrielle (INPI) et la diffusion d’une culture de la propriété intellectuelle au Brésil.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt étaient tenus en dollars É.‑U. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés, et absorbés par l’OMPI.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l’OMPI en vue de la promotion d’une culture de la propriété intellectuelle et de l’adoption de pratiques optimales.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l’OMPI visant la prise d’initiatives en faveur de la coopération technique Sud‑Sud, en vue de rendre les pays en développement mieux à même d’utiliser les instruments de propriété intellectuelle.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement costaricien et l’OMPI en vue de la modernisation des systèmes de brevets et marques de l’office national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.‑U.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement salvadorien et l’OMPI en vue de la modernisation et du renforcement du système national de propriété industrielle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.‑U.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord entre la Communauté européenne et l’OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Bangladesh.

Les comptes et les rapports financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en euros. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et ils ont été absorbés par l’OMPI.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord entre la Communauté européenne et l’OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Pakistan.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre la Société de gestion des droits d’auteur de Finlande et l’OMPI dans le domaine des activités de son secteur des industries culturelles et créatives.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le ministère de l’Éducation et de la Culture de Finlande et l’OMPI dans le domaine des activités de son secteur des industries culturelles et créatives. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le ministère de l’Éducation et de la Culture de Finlande et l’OMPI dans le domaine des activités de son secteur du droit d’auteur et des droits connexes. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération de l’OMPI pour le développement de la formation dans le domaine du droit d’auteur.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement allemand destinée à fournir à l’OMPI les services d’administrateurs auxiliaires.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Secrétariat technique du Programme ibéro‑américain sur la propriété industrielle et la promotion du développement et l’OMPI pour la modernisation et le renforcement des systèmes nationaux de propriété industrielle dans divers pays ibéro‑américains.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement italien et l’OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage multimédia.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement italien destinée à assurer à l’OMPI les services d’un administrateur auxiliaire.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais japonais destinée au Programme de coopération pour le développement l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle pour l’Afrique et les pays les moins avancés (PMA).



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur et des droits connexes.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l’OMPI les services d’un administrateur auxiliaire.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement libyen et l’OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement mexicain et l’OMPI pour le développement et le renforcement du système national de propriété industrielle.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord entre l’Institut national de propriété industrielle du Portugal et l’OMPI destiné au développement d’activités conjointes de coopération au profit des pays lusophones. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur et des droits connexes.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée en vue d’assurer à l’OMPI les services d’un administrateur chargé de gérer le Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d’auteur.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord entre l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l’OMPI, destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays en développement et les pays moins avancés.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée à fournir des administrateurs à l’OMPI.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord entre l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l’OMPI, destiné à l’éducation dans le domaine de la propriété intellectuelle.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d’Amérique latine. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en euros. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et ils ont été absorbés par l’OMPI.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d’Amérique latine.



Note : Fonds de dépôt sous la forme de contributions volontaires d’organisations du secteur privé ou d’intérêt public, en vue d’aider les personnes handicapées visuelles et incapables de lire des imprimés à accéder des œuvres protégées par le droit d’auteur.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur dans les pays en développement.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.‑U.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI dans le domaine du respect des droits de propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.‑U.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI pour des services liés aux besoins de propriété intellectuelle des petites et moyennes entreprises.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.‑U.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l’Uruguay et l’OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers pour ce fonds de dépôt ont été tenus en dollars É.‑U. En conséquence, des écarts de change ont été enregistrés et absorbés par l’OMPI.



Note : Fonds de dépôt sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l’Uruguay et l’OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

[Fin du document]

1. \* Union de Paris (128e et 129e années), Union de Berne (125e et 126e années), Union de Madrid (121e et 122e années), Union de La Haye (87e et 88e années), Union de Nice (55e et 56e années), Union de Lisbonne (54e et 55e années), OMPI (43e et 44e années), Union de Locarno (42e et 43e années), Union de l’IPC (38e et 39e années), Union du PCT (35e et 36e années), Union du TRT (33e et 34e années), Union de Vienne (27e et 28e années). [↑](#footnote-ref-2)
2. Jusqu’au 29 décembre 2010. [↑](#footnote-ref-3)
3. Jusqu'au 31 décembre 2009. [↑](#footnote-ref-4)
4. Jusqu'au 30 juin 2010. [↑](#footnote-ref-5)
5. À compter du 1er janvier 2010. [↑](#footnote-ref-6)
6. À compter du 1er juillet 2010. [↑](#footnote-ref-7)